



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 16 au 22 avril 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

COVID-19

Au 22 avril, le Mexique enregistre 10 544 cas confirmés de COVID-19 (+1 043 cas vs. la veille). 970 personnes auraient perdu la vie en raison de l'épidémie. 5 956 personnes se sont rétablies suite à l'infection.

L'entrée dans la phase 3 de l'épidémie de COVID-19 a été décrétée mardi 21 avril. Elle intervient près d'un mois après l'entrée dans la phase 2 qui a eu lieu le 24 mars dernier. Le passage en phase 3 renforce les mesures de distanciation sociales : la distance de sécurité est étendue à 2,25 mètres, les activités non-essentiels restent suspendues et la protection aux personnes vulnérables est renforcée. La Ville de Mexico et l'État de Mexico (les deux États les plus touchés) ont notamment annoncé l'application obligatoire du programme de circulation alternée à tous les véhicules et la fermeture de 20 % des stations du réseau de transport.

Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a annoncé qu'un million de nouveaux prêts seront accordés aux petites entreprises familiales afin de répondre à l'urgence liée au COVID-19. Ces prêts seront destinés aux entreprises dont les travailleurs sont inscrits à la sécurité sociale et qui n'ont pas licencié leurs employés ou baissé leurs salaires au cours des dernières semaines. Les prêts seront accordés sur demande et seront d'un montant de 25 000 MXN (environ 1 000 USD), à rembourser dans les 3 ans à un taux d'intérêt compris entre 6,5 et 10 %. Le coût total de la mesure représente 0,1 % du PIB (25 Mds MXN).

Par ailleurs, le Président AMLO a précisé que les politiques d'austérité allaient être significativement renforcées. Le Président a ainsi annoncé 11 mesures dont la création de 2 M d'emplois supplémentaires et la fourniture de 3 M de crédits. Les mesures d'austérité incluent la réduction des salaires des hauts-fonctionnaires de 25 %, le non-exercice volontaire de 75 % du budget fédéral dédié aux fournitures et la suppression de 10 directions générales. Les grands projets du Gouvernement (nouvel aéroport, Train Maya, etc...) sont toutefois maintenus. Les analystes ont critiqué ces annonces, les jugeant inappropriées étant donnée la crise et que le maintien des dépenses pour les grands projets est une mauvaise allocation du budget fédéral en l'absence de vraie mesure contra-cycliques.

L'Union Européenne appuiera le Mexique dans le cadre de son enveloppe de 918 M EUR affectée au continent Latino-Américain et aux Caraïbes. Au Mexique, l'appui atteindra 5 M EUR, prenant la forme d'un soutien au secteur santé, selon le Vice-Président de la Commission Européenne.

Relation Mexique / États-Unis

L'association nationale des entreprises manufacturière étatsunienne a demandé au Président mexicain le redémarrage de certaines activités industrielles essentielles au maintien de la chaîne d'approvisionnement étatsunienne le 22 avril dernier. L'association, regroupant plus de 14 000 entreprises et plus de 300 autres groupes étasuniens et mexicains, a ainsi adressé une lettre ouverte au Président López Obrador. Cette demande fait écho aux demandes similaires de la chambre de commerce étatsuniano-mexicaine et de l'Ambassadeur des États-Unis au Mexique.

Economie

La Banque centrale (Banxico) a – sans réunion de politique monétaire – abaissé son taux d'intérêt de 0,5 point le 21 avril à 6,0 %. Banxico a par ailleurs annoncé plusieurs mesures de soutien au secteur financier d'un montant total de 30 Mds USD (750 Mds MXN). Ces mesures consistent essentiellement en l'injection de liquidités aux institutions bancaires pour canaliser le crédit vers les micros, petites et moyennes entreprises particulièrement affectées par la pandémie (1 Mds US). Ces mesures cherchent à freiner la chute de l'activité économique qui pourrait être supérieure à 5 % du PIB. En cumulé, toutes les mesures de Banxico depuis le début de la pandémie équivalent à 3,3% du PIB.

La Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine (CEPAL) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Mexique : elle anticipe désormais une contraction de 6,5 % en 2020. La CEPAL prévoyait un repli économique compris entre 3,8 % et 6 % le 3 avril dernier.

La banque Citibanamex prévoit quant à elle une contraction de -9% de l'économie mexicaine cette année, contre -5,1% pronostiqués précédemment. La banque estime par ailleurs que, sans soutien fiscal, la contraction pourrait atteindre -10,5%.

Le prix du pétrole mexicain d'exportation (*mezcla mexicana*) a clôturé pour la première fois de son histoire avec un prix négatif le lundi 20 avril, en ligne avec l'effondrement des prix internationaux et du *West Texas Intermediate* (WTI). PEMEX a ainsi indiqué que le prix du pétrole mexicain avait atteint -2,37 USD le baril contre 14,4 USD la veille, en raison des déséquilibres de marché qui ont saturé la capacité de stockage des hydrocarbures.

77 % des micros, petites et moyennes entreprises du pays (MPME) pourraient cesser leurs activités en moins de deux mois en l'absence de liquidités nécessaires pour faire face aux effets du COVID-19, selon une étude de l'Association des entrepreneurs du Mexique (ASEM). Pour rappel, 75 % des emplois formels mexicains sont générés par les MPME et 18 millions de ménages urbains dépendent financièrement de ces entreprises.

Finances publiques

Moody's a abaissé la note créditrice souveraine du Mexique le 16 avril dernier, la plaçant à Baa1 avec une perspective négative. L'agence de notation a cité la faiblesse des perspectives de croissance à moyen terme, la détérioration persistante de la situation financière de PEMEX et la détérioration de la gestion des politiques publiques comme raisons de cette baisse. **Le même jour, Moody's a également abaissé la note de PEMEX de Baa3 à Ba2, ce qui la place dans la catégorie des actifs « spéculatifs »** (ou « *junk bond* », vs. catégorie d'actifs d'investissement).

Le Gouvernement a émis 6 Mds USD de titres de dette le 22 avril dernier à quatre niveaux d'échéance (5, 10, 12, et 31 ans). Il s'agit d'une des émissions obligataires les plus importantes de l'histoire des finances publiques mexicaines. Les obligations à 5 ans seront rémunérées à 4,125 % : un niveau supérieur à la dernière émission du gouvernement (janvier dernier) alors que la note créditrice a été abaissée (*cf. supra*). Les obligations à 10 ans seront rémunérées à 3,313 %. La demande pour ces titres a atteint 4,75 fois le montant émis. Si ces taux paraissent de prime abord intéressants, les experts mettent toutefois en avant que l'opération visait à refinancer des obligations arrivant à échéance et dont le taux étant moins important que celui des émissions du 22/04.

Le Ministère des Finances pourrait recevoir jusqu'à 6,3 Mds USD de recettes provenant des couvertures pétrolières contractées pour 2020. Il s'agit du montant le plus élevé depuis le début du programme de couverture en 2001, qui vise à protéger les finances publiques contre une chute brutale du prix du pétrole. Pour mémoire, PEMEX a également un mécanisme de couvertures pétrolières en place, toutefois moins important que celui du Ministère.

Entreprises et grands contrats

L'agence de notation Fitch Ratings a abaissé les notes créditrices de PEMEX et de CFE à BB- et BBB- respectivement le 16 avril dernier. Selon Fitch, cette réduction est due à la forte dépendance des deux entreprises à la notation souveraine du Mexique qui, pour rappel, avait été abaissée la veille (15 avril).

Les réductions de la notation de PEMEX et du pays pourraient entraîner la vente par plusieurs fonds d'investissement des obligations qu'ils détiennent de la compagnie pétrolière, ainsi qu'un coût de financement plus élevé pour l'entreprise et pour le pays, selon les experts. Suite à la baisse de notation de Moody's, deux des trois principales agences de notation considère désormais les titres de PEMEX comme étant des « *junk bond* », les plaçant dans la catégorie des actifs spéculatifs pour les marchés financiers internationaux.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 22/04/2020
Bourse (IPC)	+1,1 %	-22,0 %	34 224 points
Taux de change USD/Peso	+2,1 %	+29,8 %	24,49 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+1,3 %	+25,5 %	26,51 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	-49,5 %	-88,6 %	7,19 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268.2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

L'Amérique latine devrait connaître la pire récession de son histoire en 2020, selon la CEPAL. Elle estime ainsi que la pandémie due au coronavirus provoquera une contraction de l'économie régionale de -5,3 % ; générant 29 M de pauvre supplémentaire.

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) cherche à renforcer sa présence à l'international en ouvrant des bureaux dans trois de ses pays membres extrarégionaux : à Taiwan, en Espagne et en Corée du Sud. Bien que la France ne soit pas membre de la BCIE, on peut souligner un rapprochement et une coopération notamment au travers de la DG Trésor (ligne de facilité FASEP pour le financement d'études de faisabilité dans la région – Teguzcable, Choluteca... ; co-financement d'un projet financé sur Prêt du Trésor – Las Pavas...) et de l'AFD (depuis décembre 2019 une ligne de crédit de 180 M EUR, suite à une première signée en 2016 de 150 M EUR dont l'ensemble des ressources ont d'ores et déjà été affectées à des projets dans la région).

Pays	Nombre de cas de COVID-19	
	Nombre de décès liés au COVID-19	
	<i>Données officielles au 22 avril 2020</i>	
Costa Rica	681	<i>Décès : 6</i>
Guatemala	342	<i>Décès : 10</i>
Honduras	519	<i>Décès : 47</i>
Nicaragua	10	<i>Décès : 2</i>
Panama	4 992	<i>Décès : 144</i>
Salvador	250	<i>Décès : 8</i>

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Le projet de train électrique de San José, pour lequel un prêt de 500 M USD est actuellement à l'étude par les députés, pourrait permettre une injection de 1,5 Md USD dans l'économie (au travers de l'achat des matériaux, des salaires, des services entre autre) et la génération de 1 200 emplois pour la phase de construction.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Le Central American Business Intelligence (CABI), prévoit une récession de l'économie guatémaltèque comprise entre -2,9% et -3,2 % pour 2020. La CEPAL, plus optimiste, prévoit quant à elle une récession de l'ordre de -1,3% pour cette année.

Le gouvernement guatémaltèque a émis 1,2 Md USD en Eurobonds le 21 avril dernier en Bons du Trésor sur les marchés internationaux dans le cadre de la crise du Covid-19 : des obligations à 12 ans pour 500 M USD rémunérées à 5,375% ; et des obligations à 30 ans pour 700 M USD rémunérée à 6,125%.

L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé le maintien à BB/B de la note du Guatemala pour les émissions souveraines en devises étrangères et en monnaie locale, avec des perspectives stables. S&P estime que les mesures prises par le gouvernement guatémaltèque devraient, à l'issue de cette crise sanitaire, favoriser un rebond significatif de l'économie. Elle n'exclue néanmoins pas d'abaisser la note du pays dans les 12 ou 18 prochains mois si le Guatemala devait faire face à une importante dégradation de ses finances publiques.

Le déficit public devrait significativement croître en 2020 : il devrait s'élever entre 0,9 Md USD et 1,6 Md USD, contre 182 M USD en 2019, selon les données préliminaires de la Superintendance de l'Administration Fiscale (SAT).

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

Au cours des six premiers mois de la récolte 2019-2020, les exportations de café ont atteint 468,6 M USD (+ 10,7% g.a.) mais ont diminué de -3% en volume, selon l'Institut du Café Hondurien (Ihcafe). Le Honduras a vendu 3,8 M de quintaux de café (sacs de 46 kg) entre le 1^{er} octobre 2019 et le 1^{er} avril 2020, contre 3,9 M sur la même période il y a un an. Le prix du quintal de café a atteint en moyenne 123,39 USD en 2020, soit une hausse de 14 % par rapport à la récolte 2018-2019 (108,27 USD). L'Allemagne, les États-Unis, la Belgique, l'Italie et la France demeurent les principaux clients (71% du total exporté). D'après l'Ihcafe, la récolte 2019-2020 (du 1^{er} octobre au 30 septembre) devrait générer environ 900 M USD de recettes d'exportation (environ 8,5 millions de quintaux).

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le Nicaragua chute de 7 places (107/180 pays) au classement mondial de l'Indice de Liberté Economique établi par la Fondation étatsunienne Heritage. C'est la troisième année consécutive que le pays chute dans ce classement en raison de la répression politique de la dégradation du principe de sécurité juridique et de la méfiance envers le pouvoir judiciaire.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé une demande de décaissement de 515 M USD pour aider le pays à répondre à ses besoins urgents face à une hausse du déficit de la balance des paiements résultant de la crise sanitaire.

Le canal de Panama a enregistré une réduction du volume des transits en conséquence de la pandémie de coronavirus. Cette tendance devrait se poursuivre en avril et s'étendre jusqu'à mai, voire juin selon les experts. Le Canal continue toutefois d'être une voie privilégiée pour le commerce maritime. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) estime que le commerce mondial pourrait diminuer entre 13% et 30%, ce qui affectera les le canal de Panama.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19	
	Nombre de décès liés au COVID-19	
	<i>Données officielles au 22 avril 2020</i>	
République dominicaine	5 543	<i>Décès : 265</i>
Haïti	62	<i>Décès : 4</i>
Jamaïque	252	<i>Décès : 6</i>
Cuba	1 235	<i>Décès : 43</i>

Cuba

2017 – PIB: 85,7 Mds USD | Pop: 11,3 M hbts

Helms-Burton : la juge étatsunienne, B. Bloom, revient sur ses précédentes décisions dans le dossier des croisiéristes. Alors que la justice étatsunienne avait rejeté en janvier dernier les plaintes des anciens propriétaires du port de la Havane (société *Havana Docks*) contre les compagnies de croisière MSC et Norwegian Cruise pour l'exploitation du terminal en vertu du titre III de la loi Helms-Burton, la juge a décidé de « rouvrir » ces cas sur la base de nouveaux éléments apportés au dossier par le plaignant. En parallèle, elle a également rejeté les deux motions présentées par Carnival et Royal Caribbean dont l'argumentaire était basé sur celui de MSC et Norwegian Cruise (expiration de l'acte de propriété à la date des faits de « *trafficking* »).

Premier don des Emirats Arabes Unis à Cuba : le fonds de développement émirati contribuera à hauteur de 20 M USD, par l'intermédiaire d'un don, à la construction d'un parc solaire sur l'île de la Jeunesse. La centrale, d'une capacité de 8,5 MW, devrait bénéficier à près de 32 000 personnes. Le projet sera intégralement développé par l'entreprise nationale d'électricité UNE.

Haïti

2017 – PIB: 8,4 Mds USD | Pop: 11 M hbts

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le versement d'un prêt de 111,6 M USD à Haïti dans le cadre de la Facilité Rapide de Crédit pour appuyer la balance des paiements du pays. La balance des paiements est sous pression en raison de la baisse des transferts de migrants, de la baisse des exportations de produits textiles et des entrées d'IDE en lien avec la crise du COVID-19.

Le prix du panier alimentaire de base a crû de 4 % en mars par rapport à février, et atteint 20,23 USD. La hausse en glissement annuel atteint 25 %. Il est par ailleurs de plus en plus difficile ce de procurer les biens alimentaires de base dans le cadre de la fermeture des frontières avec la République dominicaine et de la dépréciation de la Gourde Haïtienne (dépassant désormais les 100 USD/HTG).

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le Gouvernement jamaïcain a demandé l'aide du FMI dans le cadre de l'Instrument de Financement Rapide de l'institution, selon le Ministre des Finances. Le Ministre des Finances a par ailleurs indiqué que la pandémie de COVID-19 menaçait les bienfaits des 7 ans de réformes réalisés par le pays dans le cadre de deux programmes FMI ayant porté leurs fruits.

Le chômage enregistre une légère baisse en janvier, à 7,3 % vs. 8 % en janvier 2019. Le chômage des jeunes atteint encore toutefois 19 % (-2,8 %).

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

Le gouvernement a annoncé des mesures en faveur du secteur agricole. Le gouvernement dominicain a ainsi lancé un programme d'assistance financière et technique pour le secteur agricole. Ce programme vise à couvrir l'excédent de produits nationaux destinés au secteur touristique, qui comprend l'achat de 5,6 millions de livres de viande de poulet. Il contient également programme de garantie pour 1,5 million de poulets. Il a également été convenu que 260 000 livres de fromage seront achetés, ce qui permettra collecter plus d'un million de litres de lait de consommation provenant de la production nationale. **Enfin, le Ministre de la Présidence a annoncé un plan d'aide aux producteurs de légumes en serre et en plein champ qui a commencé par l'achat de 50 000 livres de tomates par jour.**

Le Président Medina a décidé de prolonger le couvre-feu et renforcera le déploiement policier et militaire le 17 avril dernier. Le président Medina a souligné la disponibilité de 3 186 lits d'hôpitaux et de 124 unités de soins intensifs supplémentaires depuis le début de la crise. Le président a annoncé l'acquisition dans les prochains jours de 3 millions de masques, 300 000 combinaisons de protection ainsi que 50 000 tests PCR et 100 000 tests rapides supplémentaires. Il a également indiqué que les personnes infectées pourront être traitées, gratuitement à l'Hydroxychloroquine et l'Azithromycine.

Concernant les mesures visant à réduire l'impact économique de la crise sanitaire, il a précisé que près de 2 millions de rations d'aliments crus et cuits sont déjà distribuées chaque semaine avec un objectif fixé à 2,1 millions de rations hebdomadaires. Le programme « Restez à la maison » a coûté 75 M USD (4,1 Mds DOP) la première quinzaine d'avril, couvrant huit ménages pauvres sur dix. De même, le mécanisme de chômage partiel « FASE » a effectué un premier versement à plus de 707 000 employés, soutenant ainsi 53 000 entreprises dans tout le pays. Le couvre-feu imposé de 17h à 6h a été à nouveau prolongé jusqu'au 30 avril et le déploiement policier et militaire a été renforcé pour dissuader les déplacements inutiles des citoyens pendant la journée.